

L'an deux mil douze, le douze novembre, à vingt heure trente, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Madame Sophie MÉTADIER, Maire.

Étaient présents :

Mme Michelle COURNARIE, M. Philippe MÉREAU, M. Yves BANDEVILLE, Mme Georgette BARRAULT, Mme Raymonde VEQUAUD, Mme Michèle GRATADE, M. Olivier PIQUEUX, M. Fabrice DAVOIGNEAU, M. Jean-Claude DUPAS, M. Jérôme TARNIER, Mme Monique GUÉRY.

Absents excusés : M. Pascal BEAUSSIER, (pouvoir à Mme COURNARIE), Mme Marie-Claire BOUIN (pouvoir à Mme GRATADE), M. Joël ANTIER (pouvoir à M.TARNIER),

Absents : Mme Estelle PATOZ, Mme Dominique MACE, Mme Michèle VILLATTE, M. Frédéric DUPUIS.

M. Yves BANDEVILLE est élu secrétaire.

Le compte-rendu du Conseil Municipal du 1^{ER} octobre est approuvé à l'unanimité.

DCM 2012-0074. APPEL D'OFFRES ASSURANCES : CHOIX DU PRESTATAIRE.

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'il a été décidé par délibération en date du 21 mai 2012 de lancer une consultation pour les contrats d'assurance. Cinq compagnies d'assurances ont été consultées. La consultation était composée de six lots :

- Lot N° 1 – Dommages aux biens et risques annexes.
- Lot N° 2 – Responsabilités et risques annexes.
- Lot N° 3 – Véhicules à moteur et risques annexes.
- Lot N° 4 – Protection juridique.
- Lot N° 5 – Protection juridique des agents et des élus.
- Lot N° 6 – Assurance des prestations statutaires.

La date limite de dépôt des offres était fixée au 19 octobre à 12h. L'ouverture des plis a été réalisée le 19 octobre à 14h. Une entreprise a répondu aux six lots et une autre à trois lots seulement (lots 1, 4 et 5).

La Commission d'Appel d'Offre s'est réunie le 29 octobre pour examiner les offres avec l'aide du Cabinet ARIMA Consultant.

La Commission d'appel d'offre propose de retenir la SMACL pour les six lots pour les montants suivants par an et pour quatre ans:

- Lot N°1 : 3 978.89 € (avec une franchise de 1 000 €)
- Lot N°2 : 1 822.34 €
- Lot N°3 : 2 661.09 €
- Lot N°4 : 489.24 €
- Lot N°5 : 124.50 €
- Lot N°6 : formule de base + options 1, 2, et 4 au taux de 5.97%

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- Décide de retenir la SMACL pour les assurances de la commune dans les conditions proposées par la commission.
- Autorise Madame le Maire à signer les documents nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

DCM 2012-0075. SUCCESSION DU PROFESSEUR BERNARD.

Madame le Maire rappelle que le Professeur Jean BERNARD est décédé le 14 janvier dernier.

Le Professeur Jean BERNARD a légué à la commune ses meubles et immeubles soit la totalité de sa succession. Il avait également désigné la commune bénéficiaire de ces garanties décès, pour un montant de 106 753,29 €.

Le décompte exécuté par le notaire après les différentes opérations fait apparaître un crédit de 21.040,57 €, qui ont été versés par chèque à la commune.

La commune est désormais propriétaire de sa maison, située 27 rue Brûlée. Mme le Maire propose, comme lui en avait parlé le Pr Bernard, de vendre la maison dans son intégralité (et non "à la découpe" comme il l'avait envisagé à une époque).

Le Professeur Jean BERNARD a laissé un grand nombre de documents écrits ou photographiques, dont beaucoup se rapportent à l'histoire de Beaulieu. Tous ces documents peuvent être déposés au Service des

Archives Départementales. Ainsi, ils pourront être consultés par un grand nombre d'intéressés tout en restant la propriété de la Commune qui peut les récupérer à tous moments (ex : lors d'une exposition).

Une convention sera signée entre la Commune et le Service des Archives départementales.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- Décide de mettre en vente la maison du Pr Bernard, une décision sur le prix de vente sera prise à l'occasion d'un prochain conseil,
- Demande qu'une plaque rappelant le legs de M. Jean Bernard soit apposée dans la commune de Beaulieu-lès-Loches,
- S'engage à ce que la commune entretienne régulièrement la tombe de M. Jean Bernard et la fleurisse à l'occasion des principales fêtes,
- Précise que le prix de vente servira à financer la restauration et la mise en valeur du patrimoine bâti communal,
- Charge Maître Anglada, notaire à Loches, d'établir les documents nécessaires à cette vente,
- Décide de déposer ses archives au Service des Archives Départementales, selon la convention proposée par le SAD.
- Autorise Madame le Maire à tout autre document nécessaire à l'aboutissement de ce dossier.

DCM 2012-0076. CONVENTION STA ROUTES DEPARTEMENTALES.

Madame le Maire explique au Conseil Municipal que le Service Territorial d'Aménagement du Sud-est (service du Conseil Général) nous propose une convention concernant l'entretien des aménagements antérieurs et futurs des routes départementales 31, 92 et 760.

La convention avait été présentée au Conseil Municipal d'octobre. Ce dernier avait demandé des précisions sur le Titre III "Aspect financier, en agglomération". Après échanges avec le STA, il est convenu de supprimer l'article précité, les redevances d'occupation du domaine public de la commune restant acquises à la commune.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- Autorise Mme le Maire à signer la convention avec le Conseil Général pour l'entretien des aménagements des routes départementales 31, 92 et 760.. Le titre III "Aspect financier, en agglomération" sera supprimé, les redevances d'occupation du domaine public de la commune restant acquises à la commune.

DCM 2012-0077. CONTRAT CAE 35H.

Madame le Maire informe le Conseil Municipal qu'il y a un surcroît de travail à l'agence postale communale et à la Mairie. Elle propose de créer un emploi CAE (Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi) de 35h par semaine pendant six mois.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité:

- Décide de créer un emploi en contrat CAE de 35h par semaine pendant six mois.
- Autorise Mme le Maire à signer les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM 2012-0078. CONVENTION BALAYAGE FERRIÈRE-SUR-BEAULIEU.

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'une convention de mise à disposition de la balayeuse avec chauffeur à la Commune de FERRIÈRE sur BEAULIEU avait été signée en mai 2010.

La convention fixait en son article 2 : DISPOSITION FINANCIÈRE, le tarif de 70€ de l'heure.

Ce tarif n'a jamais été revu et compte tenu de l'évolution du coût de la vie, Madame le Maire propose de réactualiser la Convention et de fixer le tarif à 75€ de l'heure.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- Décide de réactualiser le tarif de la convention de mise à disposition de la balayeuse avec chauffeur à 75€ de l'heure.
- Autorise Mme le Maire à signer les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM 2012-0079. CONVENTION BALAYAGE PERRUSSON.

Madame le Maire informe le Conseil Municipal que la Commune de PERRUSSON a formulé le souhait de nous emprunter la balayeuse. En fin d'année un état de mise à disposition réciproque des matériels communaux sera effectué. Le paiement des sommes dues prendra en compte cet état.

Une convention a été signée avec la Mairie de FERRIÈRE. Madame le Maire propose d'établir une convention identique avec la Commune de PERRUSSON au tarif de 75€.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- Décide de signer une convention de mise à disposition de la balayeuse avec chauffeur à la Commune de PERRUSSON au tarif de 75€ de l'heure.
- Donne son accord pour établir un état de prêt de matériel.
- Autorise Mme le Maire à signer les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM 2012-0080. TRAVAUX, 14 RUE SAINT-ANDRÉ.

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que la Commune a acquis en 2010 le logement situé 14, rue SAINT-ANDRÉ afin de le réhabiliter et de le louer en particulier à des jeunes recherchant, par exemple, un premier logement.

Début 2011, l'architecte M. MAES avait établi un prévisionnel de travaux d'un montant de 52.483€TTC.

Après appel d'offre, le montant des travaux était de 98.395€TTC.

Une deuxième consultation a été faite par M. MAES auprès des entreprises. Le montant des travaux est maintenant de 64.413,12 €TH soit 77.038,09 €TTC auquel il convient de rajouter les honoraires d'architecte et du coordonateur technique soit un total de 73.118,49€ HT, 87.449,72€TTC.

Le montant total des subventions accordées et du remboursement de TVA est de 45.875€ (soit Cœur de village 10.600€, DETR 14.965€, Etat 1.000€, Réserve parlementaire 9.000€, remboursement TVA 10.308€). Il reste à charge de la Commune 41.575€. Un emprunt à la Caisse de Dépôt et Consignation de 40.000€ sur 30 ans au taux de 2,85% coûterait 167€ par mois. Le loyer maximum serait de 144,89€ (en 2012).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à 3 voix "contre" : M. Yves BANDEVILLE, Mme Georgette BARRAULT, M. Fabrice DAVOIGNEAU. 5 abstentions : M. Olivier PIQUEUX, Mme Monique GUÉRY, M. Jean-Claude DUPAS, M. Philippe MÉREAU, Mme Raymonde VEQUAUD, et 7 voix "pour" : Mme Michelle CURNARIE, M. Pascal BEAUSSIER, M. Jérôme TARNIER, M. Joël ANTIER, Mme Michèle GRATADE, Mme Marie-Claude BOUIN, Mme Sophie MÉTADIER.

- Décide de commencer les travaux,
- Décide de demander un prêt de 40.000€ auprès de la Caisse de Dépôts et Consignation.
- Autorise Mme le Maire à signer les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM 2012-0081. TAUX DE LA TAXE D'AMENAGEMENT.

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que lors de sa séance du 7 novembre 2011 il avait décidé d'instituer une taxe d'aménagement sur la commune au taux de 1%. Si la Commune décide d'apporter des modifications sur le taux ou sur les exonérations, il est impératif de délibérer avant le 30 novembre.

Lors de leur bureau du 8 octobre 2012, les élus de la Communauté de Commune Loches Développement ont envisagé d'harmoniser la taxe d'aménagement sur le territoire. Dans cette optique, il conviendrait de remonter le taux de la taxe d'aménagement sur Beaulieu. Mme le Maire propose de la porter à 2 % tout en conservant les exonérations déjà votées, à compter du 1^{er} janvier 2013.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à 12 voix "pour" et 4 abstentions :

- Décide de conserver les conditions actuelles.

DCM 2012-0082. CONTRAT SEGILOG.

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que la Commune a signé en novembre 2009 un contrat avec l'entreprise SEGILOG pour l'acquisition et la maintenance de logiciel comptabilité, paye, état civil, élection... Après trois années de fonctionnement avec ce logiciel, nous constatons notre satisfaction tant par rapport au produit qu'à sa maintenance.

Le contrat venant à expiration le 14 novembre 2012, un nouveau contrat nous est proposé pour trois ans pour un montant de 4.000€ par an soit une augmentation de 7,53% en trois ans.

Mme le Maire propose la reconduite de ce contrat.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- Décide de reconduire le contrat SEGILOG pour 3 ans.
- Autorise Mme le Maire à signer les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM 2012-0083. CONVENTION DDT PLANS DOCUMENTS D'URBANISME.

Madame le Maire explique au Conseil Municipal qu'afin de disposer de données numérisées récentes pour le POS (Plan d'Occupation des Sols) et l'AVAP (Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine), il est nécessaire de signer un contrat avec la Direction Départementale des Territoires d'Indre et Loire. Cette dernière réalisera un plan sur un support informatique, qui sera également consultable sur Internet, de nos documents d'urbanisme. Ce travail sera effectué sans contrepartie financière.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité.

- Autorise Mme le Maire à signer la convention avec la D.D.T.

DCM 2012-0084. CRÉATION D'UN PROGRAMME BÂTIMENT ARTISANAL 182.

Monsieur BANDEVILLE explique au Conseil Municipal que des travaux de mises aux normes électriques du bâtiment artisanal loué à l'entreprise "Les Bois de Brive" sont nécessaires. Un devis a été demandé à l'entreprise SERELEC, il s'élève à 1.860,98 € TTC. D'autres travaux doivent être envisagés comme le changement des gouttières.

Aussi, Monsieur BANDEVILLE propose d'ouvrir un programme N°182 "Bâtiment Artisanal" et d'exécuter le virement de crédit suivant :

PROGRAMME	LIBELLÉ	COMPTE	DÉPENSE Investissement
182	Bâtiment Artisanal	2132	+ 5.000
137	Presbytère	2313	- 5.000

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- Décide d'ouvrir un programme 182 "Bâtiment Artisanal"
- De procéder au virement de crédit ci-dessus.

DCM 2012-0085. VENTE DE LA DEVINIÈRE.

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que lors de sa séance du 14 juin 2010, il avait décidé de vendre la maison dite de la Devinière à Loches, appartenant à la commune de Beaulieu-lès-Loches. La Devinière est cadastrée section AW n° 183 et 185 pour une superficie de 1398 m².

Vu la loi 95-127 du 8 février 1995, la consultation des services des domaines n'est pas nécessaire pour la cession d'un bien immobilier par une commune de moins de 2000 habitants.

Les différents diagnostics techniques ont été réalisés en 2009 et 2010.

Mme le Maire informe le Conseil Municipal qu'une proposition d'achat à 340 000 € net vendeur nous a été faite. La vente est négociée par l'Agence immobilière "COTE LOIRE IMMOBILIER" moyennant une commission à la charge de l'acquéreur de 15.000€.

Mme le Maire demande au Conseil Municipal de se prononcer sur cette proposition.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à 13 voix "pour" et 2 abstentions :

- Accepte la proposition d'achat à 340 000 € net vendeur,
- Demande qu'une plaque rappelant le legs de M. et Mme Laumonier soit apposée dans la commune de Beaulieu-lès-Loches,
- Rappelle que la commune entretient régulièrement la tombe de M. et Mme Laumonier,
- Précise que le prix de vente servira à financer la restauration et la mise en valeur du patrimoine bâti communal,
- Charge Maître Anglada, notaire à Loches, d'établir les documents nécessaires à cette vente,
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

DCM 2012-0086. ACHAT DU TERRAIN AL 61.

M. MÉREAU explique au Conseil Municipal que la Commune a très souvent des matériaux ou de la terre végétale à mettre en dépôt. Un habitant de Beaulieu-lès-Loches nous propose un terrain situé au lieu dit " Les Chilloux" au prix de 1.600€ net vendeur.

Ce terrain sera clos de plantations. Mme le Maire demande que le plus grand soin soit apporté au paysage.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité:

- Décide d'acheter ce terrain au prix de 1.600€ plus les frais de notaire,
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

Prochain Conseil Municipal le 17 décembre 2012 à 20h30

Fin du Conseil à 22h15

Le Secrétaire,
Y. BANDEVILLE.